

Thème 2 : Les critères de différenciation des organisations

2.1 La finalité de l'entreprise se limite-t-elle à la réalisation d'un profit ?

Les entreprises poursuivent un but lucratif en produisant des biens et services destinés à satisfaire des besoins. Cette production repose sur la mobilisation et la combinaison de ressources (humaines, financières, matérielles).

Un accent particulier doit être mis sur la question de la répartition de la richesse créée. En effet, l'entreprise, soumise à la pression de groupes d'acteurs aux intérêts divergents (actionnaires, dirigeants, salariés), doit répartir la valeur ajoutée de façon à maintenir sa cohésion. De plus, la notion de profit s'articule avec celle de pérennité : in fine l'entreprise poursuit bien un objectif de survie avec le profit comme moyen principal d'assurer le financement de son développement.

Plutôt qu'une approche purement historique de l'évolution des entreprises (des formes « anciennes » aux contemporaines), il sera préférable de s'appuyer sur des exemples récents d'évolution pour illustrer comment les entreprises sont amenées à changer de forme en fonction de leurs besoins. Afin de souligner la diversité des formes d'entreprise, on pourra reprendre les critères habituels : statut juridique, secteur, taille, métier.

Les entreprises doivent de plus en plus prendre en compte les conséquences externes de leur activité. Leur finalité ne peut se réduire à la seule maximisation du profit. On abordera la notion de RSE (responsabilité sociale/sociétale des entreprises) à partir d'exemples concrets d'implication des entreprises dans les domaines tels que l'éthique, la préservation de l'environnement, le développement durable, la sauvegarde de l'emploi...

On veillera dans ce thème à ne pas se limiter à l'étude des entreprises privées et à traiter le cas d'entreprises publiques (EPIC, sociétés à capital public) situées à la frontière du « public » et du « privé » du point de vue de leur activité (production de biens/services) et de leur finalité (profit et/ou service public). L'enseignement s'appuiera sur quelques exemples d'entreprises publiques connues (SNCF, RATP, La Poste) permettant de montrer en quoi elles se rapprochent des entreprises privées du point de vue de la recherche de profit dans un contexte concurrentiel, de leurs activités, de leurs contraintes budgétaires, tout en devant assurer une mission de service public.

2.2 Quelles finalités pour les organisations publiques ?

Les organisations publiques ont pour finalité la satisfaction de l'intérêt général (mission d'éducation, santé, sécurité et justice), c'est-à-dire de besoins sociaux qu'une activité privée lucrative ne cherche pas forcément à satisfaire. Ainsi, la finalité d'une administration publique est d'assurer le fonctionnement des services d'intérêt général (notion européenne répondant à celle de services publics en France). Ces derniers reposent sur les principes fondamentaux de continuité, d'égalité, d'équité et d'adaptabilité.

Le professeur doit s'appuyer sur la notion économique de « bien public ». Ce bien appartient-il à tout le monde ou au contraire à personne ? Combien est-on prêt à payer pour en bénéficier ? Ces deux questions permettent d'introduire de façon didactique les questions de la finalité d'une part et

du coût ou du financement d'autre part. Des exemples peuvent être pris dans l'actualité sur les thèmes de l'entretien de biens du domaine public, de la fixation des prix ou encore des dégradations, de la fraude qui détournent des ressources publiques.

Il s'agit d'identifier les principales formes d'organisations publiques que sont les administrations centrales et les collectivités territoriales ainsi que les établissements placés sous leur tutelle (comme les EPLE ou EPS). On en distinguera les ressources (emprunt, fiscalité nationale, locale, tarification client) et le mode de fonctionnement (organes de prise de décision/assemblées délibératives).

On comparera les notions d'utilisateur et de client au regard de critères tels que le prix, la variété du choix, la personnalisation du service. Il sera intéressant de montrer que l'application du principe d'équité peut conduire à des tarifications ou prix différents selon les catégories d'utilisateurs et de clients.

L'enseignement doit également traiter des exemples de services publics (service des eaux, déchets ménagers...) assurés par le secteur privé par délégation de services publics. Ceux-ci pourront être mis en perspective historique pour montrer les évolutions des frontières entre le service public et le marché et/ou entre l'utilisateur et le consommateur.

2.3 Quel rôle pour les associations ?

Au-delà d'une finalité commune, il s'agit d'insister sur l'extrême diversité des associations.

Les associations de fait ne sont pas à prendre en considération, une organisation devant obligatoirement avoir un statut juridique. On distingue quelques cas particuliers comme les associations d'intérêt général ou associations reconnues d'utilité publique.

Les ONG sont une forme particulière d'association (Association de solidarité internationale ASI), à étendue géographique internationale. Elles assurent notamment des missions dans les domaines écologique, humanitaire et scientifique. L'étude des ONG doit s'appuyer sur des exemples tirés de l'actualité afin de montrer leur influence grandissante.

Les syndicats professionnels sont à considérer au sens large comme des associations même si leurs statuts peuvent différer (ce ne sont pas forcément des associations Loi 1901, mais plus souvent des associations de type particulier régi par le code du travail).

La finalité commune à ces associations peut être de satisfaire une cible limitée à leurs adhérents (services privés) ou d'assurer une mission de service public (santé, justice, social) à destination de l'ensemble de la population. On montrera que le bénéfice, dans une association, doit être utilisé dans le cadre de son objet.

Les ressources financières des associations peuvent provenir des cotisations des adhérents, de subventions d'organisations publiques, de dons/legs de particuliers et d'actions ponctuelles. Elles permettent d'acquérir les ressources nécessaires à l'activité et de rémunérer les éventuels salariés.

Compte tenu de l'importance prise par les structures associatives, le professeur sensibilisera les élèves à la diversité et la croissance rapide de ce secteur.